



European
Commission

SÉRIE D'AIDE-MÉMOIRE SUR LA NUTRITION



INTRODUCTION

Pour appuyer l'intégration de la nutrition à des secteurs clés, la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne, unité F3 (Nutrition et approche Une seule santé), a élaboré une série d'**aide-mémoire** avec le soutien de Capacity for Nutrition¹. Ces publications offrent au personnel des délégations des recommandations et des conseils pratiques pour optimiser et adapter les programmes et l'appui dans de multiples secteurs afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les résultats en matière de nutrition.

Cette introduction situe le problème dans son contexte, présente la nature et l'ampleur de la malnutrition ainsi que les engagements de l'UE en la matière et donne un bref aperçu des aide-mémoire sur la nutrition et de la terminologie utilisée. La série s'appuie sur le document de référence n° 13 d'EuropeAid « La lutte contre la sous-nutrition dans l'assistance extérieure »² et vient compléter d'autres lignes directrices, formations et ressources sur la nutrition, disponibles sur l'Académie de la DG INTPA et sur Capacity4Dev.

Contexte

La malnutrition est un problème intergénérationnel, qui compromet le développement humain et exacerbe les inégalités, piégeant des millions de personnes à travers le monde dans un cercle vicieux de mauvaise santé et de pauvreté. Elle peut prendre différentes formes – dénutrition (retard de croissance, émaciation, etc.), carences en micronutriments et sur-nutrition (surpoids et obésité) – qui sont souvent présentées comme le « triple fardeau » de la malnutrition. Celles-ci constituent, en tant que telles, un problème mondial complexe qui remet en question la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et entrave le progrès socio-économique. Pour satisfaire aux objectifs mondiaux de nutrition³ dans la plupart des pays, une accélération rapide des progrès est nécessaire, sachant qu'au niveau mondial, cinq de ces six objectifs sur la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants ont pris du

retard et que les effets de la pandémie de COVID-19 ne font qu'empirer la situation⁴. Malgré certaines disparités, aucune région du monde ne satisfait pleinement aux recommandations en matière d'alimentation saine, la morbidité et les taux de mortalité liés à l'alimentation restant élevés ou en hausse dans la plupart des régions. Les impacts délétères de l'alimentation humaine sur la planète sont alarmants et en augmentation constante, tandis que les coûts financiers associés à la gestion des problèmes d'alimentation et de malnutrition ont augmenté (*ibid.*).

- 1 Capacity for Nutrition (C4N) est une action conjointe financée par l'Union européenne et par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mise en œuvre par la GIZ
- 2 <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/33eb169f-b056-4b79-b267-b426b67ff7ea/language-en>
- 3 <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6b8b10e4-c103-42d7-ae08-f8604ae8dfab/language-en>
- 4 Rapport sur la nutrition mondiale 2021 <https://globalnutritionreport.org/reports/2021-global-nutrition-report/>

Figure 1: Prévalence du retard de croissance, de l'émaciation et du surpoids dans le monde⁵



Les femmes et les adolescentes sont davantage sujettes au déséquilibre alimentaire et à la malnutrition en raison de leurs besoins nutritionnels accrus (par exemple pendant les menstruations, la grossesse et l'allaitement) et d'autres facteurs tels que les normes sociales (croyances traditionnelles sur les aliments que les femmes enceintes ou allaitantes ne doivent pas consommer, etc.) et les inégalités de genre. Les investissements visant à réduire la malnutrition des femmes sont importants, non seulement pour la santé des femmes, mais aussi pour la santé et la nutrition de leurs enfants, au vu du lien qui existe entre l'état nutritionnel maternel et ses conséquences sur la santé reproductive⁶. Le cercle vicieux de la pauvreté et de la dénutrition est perpétué tout au long de la vie et d'une génération à l'autre. En effet, les nourrissons souffrant d'insuffisance pondérale à la naissance affichent ensuite des retards de croissance et deviennent des adolescents et des adultes sous-alimentés, avec tout ce que cela implique comme conséquences physiques, cognitives et économiques.

Selon le rapport « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » 2021 de la FAO (SOFI 2021)⁷, 720 à 811 millions de personnes ont été confrontées à la faim en 2020, soit entre 118 et 160 millions de plus qu'en 2019. Bien que l'insécurité alimentaire soit en augmentation depuis 2014,

la hausse enregistrée en 2020, qui est estimée à près de 320 millions de personnes supplémentaires souffrant d'insécurité alimentaire, est égale à celle des cinq années précédentes combinées : en une seule année, près d'une personne sur trois dans le monde – soit 2,37 milliards de personnes – n'a pas eu accès à une alimentation adéquate⁸. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour la contenir ont joué un rôle significatif à ce niveau, entraînant des pertes d'emploi, de moyens de subsistance et de revenus pour des millions de personnes, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'effondrement des systèmes de santé publics les plus faibles et l'absence de protection sociale, ce qui s'est soldé par des décès et une recrudescence de la morbidité, de l'endettement et de la pauvreté. Parmi d'autres facteurs, la dénutrition est une conséquence majeure de l'insécurité alimentaire et de l'impossibilité qui en résulte, d'accéder à une alimentation saine et abordable, avec des implications potentiellement dévastatrices tout au long de la vie. Même s'il n'est pas encore possible d'évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 en raison du manque de données, le rapport SOFI 2021 (*ibid.*) estime que les chiffres relatifs à la malnutrition, particulièrement au retard de croissance et à l'émaciation, sont probablement plus élevés que ceux communiqués, en raison des effets de la pandémie de COVID-19.

« L'amélioration de la nutrition est l'un des investissements les plus judicieux que les gouvernements et les donateurs puissent faire pour la santé et la prospérité économique des populations et des nations.

Une bonne nutrition permet de s'assurer que les enfants atteignent leur plein potentiel physique et cognitif. Ils sont moins sujets à la maladie et à la mort, mieux équipés pour réussir à l'école et plus productifs lorsqu'ils entrent sur le marché du travail.

Les investissements dans la nutrition sont essentiels pour la croissance économique et génèrent des taux de rendement parmi les plus élevés des différentes interventions sanitaires.

- Une amélioration de la nutrition pourrait apporter 3 500 milliards de dollars par an à l'économie mondiale (et potentiellement 5 700 milliards de dollars par an d'ici 2030⁹) ; la hausse du PIB des pays africains pourrait atteindre 15 %.
- Pour chaque dollar investi dans la nutrition, 16 dollars sont rendus à l'économie locale. »

Nutrition for Growth (N4G) 2021¹⁰

⁵ UNICEF/WHO/WB [Joint Child Malnutrition Estimates](#) (JME) 2021.

⁶ Victoria C. [The Lancet Series on Maternal and Child Undernutrition Progress](#), (série du Lancet sur l'évolution de la dénutrition maternelle et infantile), événement virtuel, mars 2021.

⁷ L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. FAO, 2021. <https://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB4474FR>

⁸ HLPE (2020). Sécurité alimentaire et nutrition : énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. <https://www.fao.org/3/ca9731fr/ca9731fr.pdf>

⁹ Rapport sur la nutrition mondiale 2021.

¹⁰ https://nutritionforgrowth.org/wp-content/uploads/2021/04/KeyMessages_4.6.21.pdf



Engagements de l'UE

Il y a bien longtemps que l'UE est engagée dans la lutte contre la malnutrition – lors du premier sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) en 2013, elle a promis d'allouer 3,5 milliards d'euros à l'amélioration de la nutrition dans les pays partenaires entre 2014 et 2020. En 2020, cet engagement avait non seulement été atteint mais dépassé de 800 millions d'euros. Lors du N4G 2021, la Commission européenne a décidé de consacrer 2,5 milliards d'euros sur la période 2021-2024 à la réduction de toutes les formes de malnutrition. La volonté de voir diminuer d'au moins 7 millions d'ici 2025 le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance est ancrée dans la communication de 2013 « Améliorer la nutrition maternelle et infantile dans le cadre de l'aide extérieure »¹¹ et dans le Plan d'action de 2014 sur la nutrition. À ce jour, des avancées considérables ont été enregistrées dans la réduction de la prévalence du retard de croissance (baisse moyenne de 6,2 points de pourcentage dans 38 des 42 pays prioritaires de l'UE) et, entre 2014 et 2025, le retard de croissance aura été évité à environ 4,2 millions d'enfants dans 40 pays prioritaires. Des progrès supplémentaires ont été réalisés au niveau des objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé¹² dans la majorité des pays qui mettent l'accent sur la nutrition, en termes d'émaciation des enfants, de réduction de l'insuffisance pondérale à la naissance et d'augmentation du taux d'allaitement exclusif¹³. La Commission européenne reconnaît que la nutrition est essentielle pour mener à bien les ODD, à la fois en tant que source et que marqueur de développement, et cruciale pour appuyer la réalisation des priorités dans d'autres secteurs. Le Plan d'action de l'UE sur la nutrition¹⁴ identifie des possibilités d'élargissement des actions (qu'il s'agisse d'actions « spécifiquement liées à la nutrition » ou « sensibles à la nutrition »¹⁵) en vue d'améliorer les résultats en matière de nutrition dans les secteurs concernés : agriculture,

santé, protection sociale, éducation et eau, assainissement et hygiène (EAH). L'UE encourage une approche de politique et de programmation englobant l'ensemble du nexus humanitaire-développement, pour lutter à la fois contre les formes chroniques et aiguës de la malnutrition (retard de croissance et émaciation) qui peuvent être présentes simultanément chez un même individu.

Le Plan d'action de l'UE sur la nutrition (*ibid.*) insiste sur le fait que la méthode la plus efficace pour améliorer la nutrition est une approche locale, durable, multisectorielle et fondée sur les droits, qui doit être largement axée sur la lutte contre les inégalités enracinées telles que celles liées à la richesse et au genre. Le rapport souligne également que cette approche continuera à être au cœur des efforts de l'UE pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Pour cela, des profils de nutrition par pays sont élaborés pour les délégations prioritaires de l'UE, mettant en avant la situation nutritionnelle dans le pays, la réponse du gouvernement national, la réponse et les investissements de l'UE, et les perspectives d'intégration de la nutrition dans les secteurs prioritaires de l'UE afin d'appuyer la planification et la programmation des délégations de l'UE.

En plaçant la stratégie « De la ferme à la table »¹⁶ au cœur du Pacte vert pour l'Europe, l'UE a réaffirmé sa volonté de rendre le système alimentaire de l'Europe équitable mais aussi économiquement, écologiquement et socialement durable, afin d'encourager la transition mondiale vers des systèmes alimentaires inclusifs et durables. Visant l'accès à une alimentation suffisante, sûre, abordable et nutritive pour tous, cette stratégie aura des conséquences importantes sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats en matière de nutrition.

Pourquoi ces aide-mémoire ?

Les ressorts de la malnutrition agissent à différents niveaux et dans de multiples secteurs et exigent donc une réponse basée sur une approche convergente et intersectorielle (voir la figure 1). Il est crucial que les professionnels travaillant dans des secteurs tels que l'agriculture, le développement rural, la protection sociale, l'éducation, la santé ou l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) aient conscience de ces ressorts et possèdent les idées et le savoir-faire requis pour concevoir, adapter et mettre en œuvre des approches favorisant l'amélioration des résultats en matière de nutrition dans leur propre secteur d'activité. Entre 2014 et 2020, 23 % de l'ensemble des investissements de l'UE en faveur de la nutrition ont concerné l'agriculture¹⁷, ce qui représente une part très significative. Les aide-mémoire décrivent donc de manière plus approfondie le rôle des systèmes agroalimentaires dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats en matière de nutrition. Ils apportent des conseils techniques sur la

manière dont les politiques et les programmes relevant de ces domaines peuvent être conçus ou adaptés pour parvenir à cette fin et renvoient à des ressources connexes.

Les délégations et le personnel de l'UE doivent tenir compte d'un large éventail de thèmes et de priorités dans leurs domaines de programmation prioritaires. Il est donc important qu'ils puissent accéder facilement à des informations fiables et concises. La série d'aide-mémoire sur la nutrition a ainsi vocation à fournir au personnel de la Commission européenne, des délégations et des institutions partenaires des conseils pratiques et aisément accessibles sur *l'intégration de la nutrition à différents secteurs, tant au niveau des politiques que des programmes*, renforçant ainsi la contribution au développement durable de la politique internationale de l'UE en matière de coopération et de développement.

11 EUR-Lex - 52013DC0141 - FR - EUR-Lex (europa.eu)

12 Cibles mondiales de nutrition 2025. Série de notes d'orientation de l'OMS. <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-NMH-NHD-14.2>

13 Sixth Progress Report on the EC Action Plan on Nutrition (Sixième rapport d'étape sur le plan d'action de la CE sur la nutrition), avril 2020 – mars 2021.

14 UE Action Plan on Nutrition (Plan d'action de l'UE sur la nutrition). https://knowledge4policy.ec.europa.eu/global-food-nutrition-security/action-plan-nutrition_en

15 Voir le glossaire.

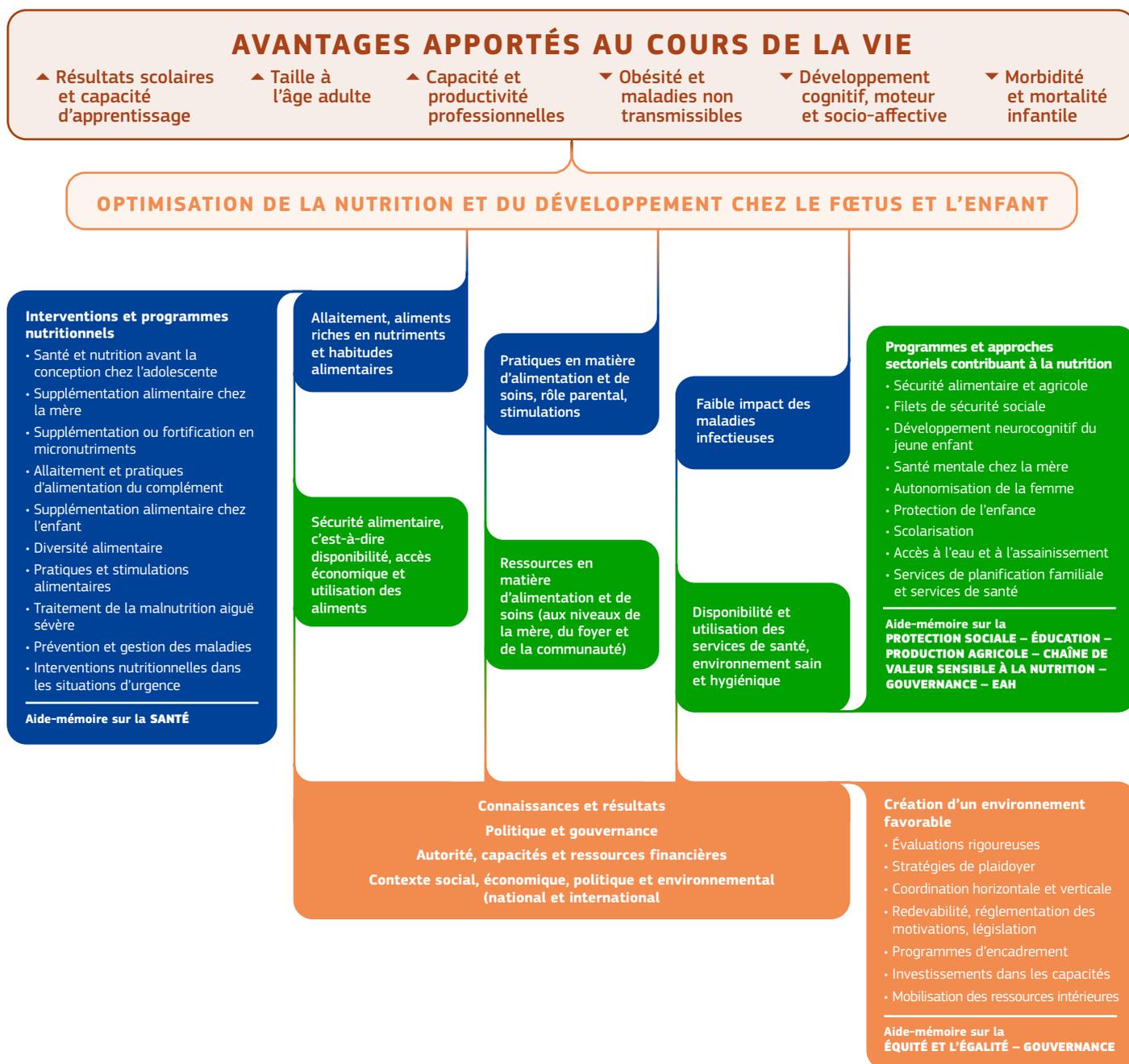
16 Stratégie « De la ferme à la table » de la CE. https://ec.europa.eu/food/horizontal-topics/farm-fork-strategy_en

17 Nutrition Resource Tracking Report (int) (Rapport de suivi des ressources consacrées à la nutrition (int)), 2021.

La figure 1 ci-dessous présente le cadre utilisé par *The Lancet*¹⁸ pour décrire les différents parcours multisectoriels permettant d'améliorer la nutrition, ainsi que le rôle des interventions et des programmes multisectoriels (qu'ils soient spécifiquement axés sur la nutrition ou sensibles à cette dimension) qui permettent d'y parvenir. Ce cadre propose des réponses portant sur différents secteurs et différents niveaux pour lutter contre les causes directes, sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition, telles qu'elles sont décrites dans le cadre de l'Unicef sur les causes de la malnutrition (voir le document de référence n° 13 d'EuropeAid, « La lutte contre la dénutrition dans l'assistance extérieure », figure 5). Le cadre met en lumière les causes multisectorielles de la malnutrition, en faisant la distinction entre les causes «

sous-jacentes » (mauvaises pratiques d'alimentation et de soins apportées aux nourrissons et aux jeunes enfants, insécurité alimentaire caractérisée par le manque d'aliments nutritifs et de régimes alimentaires sains et par la difficulté à y accéder, absence ou mauvaise qualité des services de santé, problèmes de salubrité de l'environnement, manque d'accès à l'eau et à l'assainissement, pratiques d'hygiène inadéquates, etc.) et les causes « fondamentales » (priorités politiques et de gouvernance, leadership, ressources humaines et financières, contexte socio-économique et environnemental, etc.). La figure montre également les liens qui existent entre les ressources des aide-mémoire et les différents domaines d'intervention, que ce soit au niveau des causes fondamentales ou des causes sous-jacentes.

Figure 2 : Une approche multisectorielle de l'amélioration de la nutrition¹⁹



18 Black et al. The Lancet 2013. Framework for actions to achieve optimum fetal and child nutrition and development (Cadre d'action pour l'optimisation de la nutrition et du développement chez le fœtus et l'enfant).

19 Black et al. (2013). The Lancet. Framework for actions to achieve optimum fetal and child nutrition and development (Cadre d'action pour l'optimisation de la nutrition et du développement chez le fœtus et l'enfant).

Structure et contenu des aide-mémoire

La série comprend les thèmes suivants :

- Aide-mémoire : Production alimentaire sensible à la nutrition
- Aide-mémoire : Chaînes de valeur sensibles à la nutrition
- Aide-mémoire : Créer et maintenir une demande de régimes alimentaires sains chez les consommateurs
- Aide-mémoire : Égalité, équité et nutrition
- Aide-mémoire : Nutrition, égalité de genre et autonomisation des femmes
- Aide-mémoire : Gouvernance multisectorielle de la nutrition
- Aide-mémoire : Protection sociale et nutrition
- Aide-mémoire : Santé et nutrition
- Aide-mémoire : Eau, assainissement et hygiène (EAH) et nutrition
- Aide-mémoire : Éducation et nutrition
- Aide-mémoire : Information du CAD de l'OCDE sur le marqueur de politique nutritionnelle.

Chaque aide-mémoire de la série est structuré de manière similaire :

- Partie introductive axée sur le lien entre la nutrition et le secteur/thème étudié
- Définitions
- Messages clés
- Engagements de l'UE en la matière
- Stratégies ou conseils pour améliorer les résultats en matière de nutrition grâce à une politique et à une programmation sectorielles
- Informations complémentaires et aide.

La série vient compléter les outils, les formations et les ressources thématiques²⁰ plus approfondis et détaillés qui sont proposés en ligne par l'[Académie des partenariats internationaux de l'UE](#).



Glossaire des termes couramment utilisés

- **Aliments d'origine animale** : tous les types de viande, volaille, poisson, œuf, lait, fromage, yaourt et autres produits laitiers.
- **Alimentation saine** : alimentation composée d'aliments en quantité et de qualité suffisantes pour assurer une croissance et un développement optimaux de tous les individus, garantir le bon fonctionnement de l'organisme et le bien-être physique, mental et social à tous les stades de la vie, et satisfaire les besoins physiologiques. Une alimentation saine est une alimentation sûre, diversifiée, équilibrée et fondée sur des aliments nutritifs. La composition exacte d'une alimentation saine dépend des caractéristiques individuelles (âge, sexe, mode de vie et niveau d'activité physique, par exemple), des conditions et contextes géographiques, démographiques et culturels, des préférences alimentaires, des aliments disponibles auprès de sources locales, régionales et internationales et des traditions alimentaires²¹.
- **Approches sensibles au genre** : approches qui tiennent compte des différences de genre dans leur quête de résultats.
- **Approches transformatrices du genre** : approches visant à transformer les rapports de genre afin de promouvoir l'équité en tant que moyen d'aboutir à des résultats²².
- **Caractère abordable** : capacité des personnes à acheter des aliments dans leur environnement local. Fait référence au rapport entre le coût des aliments et les revenus d'une personne, déduction faite des autres dépenses obligatoires.

20 Les thèmes disponibles comprennent : analyse causale de la nutrition, agriculture et systèmes alimentaires, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, chaînes de valeur et alimentation à l'école.

21 [CSA, 2021. Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition.](#)

22 FNUAP, [Gender Transformative Programming. Engaging Men and Boys in Gender Equality and Health](#), a Global Toolkit for Action (Programmes de transformation des rapports de genre. Impliquer les hommes et les garçons dans l'égalité de genre et la santé, boîte à outils mondiale pour l'action).

- **Cibles mondiales de nutrition** : référence collective aux objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé sur la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants et sur les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Elles ont été adoptées en 2012 pour les premières et en 2013 pour les deuxièmes et doivent être réalisées d'ici 2025. Les cibles comprennent l'insuffisance pondérale à la naissance, le retard de croissance des enfants de moins de 5 ans, l'émaciation des enfants de moins de 5 ans, la surcharge pondérale des enfants de moins de 5 ans, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et l'allaitement exclusif. Les cibles des quatre indicateurs des maladies non transmissibles liées à l'alimentation chez les adultes sont l'apport en sel/sodium, l'hypertension, le diabète et l'obésité.
- **Communication pour le changement social et comportemental** : fait appel à des stratégies de communication basées sur la science du comportement pour influencer de manière positive sur les connaissances, les attitudes et les normes sociales d'individus, d'institutions et de communautés.
- **Discrimination et violence fondées sur le genre** : tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée²³.
- **Diversité alimentaire** : variété dans le nombre et les types d'aliments intégrés à l'alimentation d'une personne sur une période de référence. Les indicateurs de diversité alimentaire sont considérés comme des mesures utiles de l'impact des programmes visant à améliorer la nutrition grâce à des schémas agricoles. Les indices de diversité alimentaire individuelle, la diversité alimentaire minimale pour les femmes (MDD-W) et la diversité alimentaire minimale (MDD) pour les enfants âgés de 6 à 23 mois sont considérés comme des mesures approximatives de substitution pour déterminer la qualité de l'alimentation et l'adéquation de l'apport nutritionnel.
- **Enquêtes démographiques et de santé** : enquêtes représentatives au niveau national, menées auprès de ménages environ tous les cinq ans. Ces enquêtes fournissent des données sur de nombreux indicateurs de suivi et d'évaluation des impacts dans les domaines de la démographie, de la santé et de la nutrition.
- **État nutritionnel** : état physiologique d'un individu qui résulte de l'équilibre entre les besoins en nutriments, les apports en nutriments et la capacité du corps à utiliser ces nutriments.
- Les **interventions liées à la nutrition** peuvent être réparties en deux grandes catégories :
 - **Interventions nutritionnelles spécifiques** : interventions qui portent sur les facteurs directs de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant. Elles comprennent notamment la promotion d'une alimentation et d'un apport en nutriments adéquats ; les pratiques d'alimentation, de soins et d'éducation ; et la prévention des maladies infectieuses. Exemples : promotion de l'allaitement, gestion des maladies et traitement de la malnutrition aiguë dans les situations d'urgence.
 - **Interventions sensibles à la nutrition** : interventions qui influencent les facteurs sous-jacents de la nutrition. Exemples : eau, assainissement et hygiène ; agriculture ; protection sociale ; éducation ; autonomisation des femmes.
- **Maladies diarrhéiques** : maladies qui provoquent des diarrhées (selles liquides, avec sang ou non).
- **Malnutrition** : carences, excès ou déséquilibres dans l'apport énergétique et/ou nutritionnel d'une personne. La malnutrition sous toutes ses formes englobe :
 - la dénutrition, qui comprend l'**émaciation** (faible rapport poids/taille, qui est un **indicateur de malnutrition aiguë**), le **retard de croissance** (faible rapport taille/âge, qui est un **indicateur de malnutrition chronique**) et l'**insuffisance pondérale** (faible rapport poids/âge) ;
 - la malnutrition en matière de micronutriments, qui comprend la **carence en micronutriments** (manque de vitamines et de minéraux essentiels, par exemple le fer ou la vitamine A) ou l'excès de micronutriments ; l'anémie peut résulter d'un manque de fer, de folate ou de vitamine B12 ;
 - le **surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation** (telles que les cardiopathies, les AVC, le diabète et certains cancers)²⁴.
- **Normes sociales** : normes communes qui définissent les comportements acceptables au sein de groupes donnés. Il peut s'agir de normes informelles qui régissent les comportements d'une société ou de règles et lois écrites.
- **Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants** : elles sont importantes pour la croissance et le développement d'un enfant pendant les deux premières années de sa vie. Elles décrivent les pratiques utilisées pour nourrir les nourrissons (âgés de moins de 12 mois) et les jeunes enfants (âgés de 12 à 23 mois).

23 Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Résolution 48/104 du 20 décembre 1993 de l'Assemblée générale des Nations Unies. <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/violenceagainstwomen.aspx>

24 Organisation mondiale de la santé. Principaux faits sur la malnutrition. 1er avril 2020. <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/malnutrition>

- **Qualité de l'alimentation** : englobe quatre aspects : variété et/ou diversité (dans et entre les groupes d'aliments), adéquation (quantité suffisante de nutriments ou de groupes d'aliments par rapport aux besoins), modération (aliments et nutriments qui doivent être consommés en quantités restreintes) et équilibre global (composition de l'apport en macronutriments). L'exposition aux risques liés à la sécurité sanitaire des aliments est un autre aspect important de la qualité²⁵.
- **Sécurité alimentaire** : situation dans laquelle tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, économique et social à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active²⁶. **Insécurité alimentaire aiguë** : est circonscrite à une région et à un moment précis et est d'une telle gravité qu'elle menace les vies ou les moyens de subsistance (ou les deux), quels qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. **Insécurité alimentaire chronique** : une insécurité alimentaire qui persiste sur la durée, principalement en raison de causes structurelles.
- **Situation d'urgence ou crise humanitaire** : situation qui nécessite une aide humanitaire. Une crise résulte de causes naturelles ou humaines, survient rapidement ou lentement et est de courte durée ou prolongée.
- **Soins et travaux domestiques non rémunérés** : tâches non commercialisées et non rémunérées réalisées dans les foyers (principalement par les femmes, mais également, à différents degrés, par les filles, les hommes et les garçons). Elles comprennent les soins directs (aux personnes) et les soins indirects (cuisine, ménage, collecte d'eau et de combustible, etc.)²⁷.
- **Systèmes agroalimentaires** : ensemble des acteurs (et leurs activités) impliqués dans la production, l'agrégation, le transport, la transformation, la distribution, la consommation et la gestion des déchets des produits agricoles et alimentaires issus de l'agriculture (y compris le bétail), de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture ainsi que certaines parties des environnements économiques, sociétaux et naturels dans lesquels ils s'inscrivent²⁸.

25 Rapport « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » (SOFI) 2021.

26 Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

27 Actionaid, 2021. Unpaid care and domestic work (Soins et travaux domestiques non rémunérés).
<https://www.actionaid.org.uk/our-work/womens-economic-rights/unpaid-care-and-domestic-work>

28 Commission européenne. Guidance Note on Agri-Food Systems (Note d'orientation sur les systèmes agroalimentaires).

Pour en savoir plus, contactez l'unité F3 de la DG INTPA (Nutrition et approche Une seule santé) par courriel à l'adresse intpa-f3@ec.europa.eu

© Union européenne 2022

Publié par la Direction générale des partenariats internationaux, direction Pacte vert, stratégie numérique, février 2022.

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Commission européenne.

Pour en savoir plus : https://ec.europa.eu/international-partnerships/home_en